

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/163

1^{er} mars 2004

(04-0799)

Organe de règlement des différends
23 janvier 2004

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 23 janvier 2004

Président par intérim: Mme Mary Whelan (Irlande)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD	2
a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis	2
b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis	3
c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis	4
d) Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles: Rapport de situation du Chili	4
e) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: Rapport de situation des États-Unis	5
2. États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée	9
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée	9
3. Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée	10
a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée	10
4. Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve.....	11
a) Déclaration de l'Argentine	11

1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

- a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.22-WT/DS162/17/Add.22)
- b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.15)
- c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.15)
- d) Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles: Rapport de situation du Chili (WT/DS207/15/Add.3)
- e) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS217/16–WT/DS234/24)

1. La Présidente a rappelé que l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends disposait ce qui suit: "À moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue." La Présidente a proposé que les cinq sous-points qu'elle venait d'énumérer soient examinés individuellement.

- a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.22-WT/DS162/17/Add.22)

2. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS136/14/Add.22-WT/DS162/17/Add.22, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant la Loi antidumping de 1916 des États-Unis.

3. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation additionnel sur les différends concernés le 12 janvier 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme il était noté dans le rapport, la législation portant abrogation de la Loi de 1916 était en suspens à la fois au Sénat et à la Chambre des Représentants des États-Unis. Il avait été prévu que le texte de loi en suspens à la Chambre serait examiné par la commission compétente en vue d'une action dans le mois en cours. L'administration des États-Unis continuait de collaborer avec le Congrès pour progresser encore dans la recherche d'une solution aux différends avec les CE et le Japon.

4. La représentante du Japon a dit que son pays regrettait profondément que le rapport de situation des États-Unis n'offre aucune perspective pour la mise en œuvre des recommandations et des décisions trois ans et quatre mois après l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans cette affaire. Cette longue période de non-respect de la part des États-Unis continuait de nuire à la crédibilité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Le Japon, une fois de plus, exhortait vivement l'administration des États-Unis à déployer tous les efforts possibles pour assurer l'adoption des projets de loi portant abrogation de la Loi de 1916 le plus tôt possible pendant la deuxième session du 108^{ème} Congrès. De plus, le Congrès devait adopter les projets de loi abrogatifs ayant un effet rétroactif approprié, et non ceux qui n'en avaient pas. Le Japon ne pouvait pas tolérer que les entreprises japonaises mises en cause dans les litiges nés du fait de l'incompatibilité de la Loi avec l'OMC soient obligées de subir des dommages substantiels y compris de supporter des frais de justice élevés. Le Japon espérait vivement que les États-Unis feraient beaucoup mieux, cette année,

que de se contenter de "continuer de collaborer avec le Congrès des États-Unis en vue de l'adoption de la législation pertinente" afin que la Loi soit abrogée et qu'il soit mis fin aux affaires en suspens. Les États-Unis devraient aussi donner plus de précisions à l'ORD quant à la date de la mise en œuvre et la manière dont elle interviendrait exactement. L'intervenante notait que le Japon n'avait pas encore décidé s'il allait relancer le processus d'arbitrage prévu à l'article 22 du Mémoire d'accord. Pour terminer, le Japon voulait rappeler aux États-Unis qu'il avait le droit de suspendre des concessions ou d'autres obligations.

5. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE déploraient que leur première déclaration en 2004 doive, dans une large mesure, être la même que la précédente et, en fait, que toutes les autres déclarations faites en 2003. Les projets de loi portant abrogation mentionnés dans le rapport des États-Unis étaient en suspens depuis des mois et encore à ce jour leur examen n'avait même pas commencé. Deux ans s'étaient écoulés depuis l'expiration du délai fixé pour la mise en œuvre et on attendait encore un signe indiquant que les recommandations de l'ORD seraient mises en œuvre. Le manquement des États-Unis à leurs obligations avait engendré des frais importants pour les entreprises communautaires impliquées dans les procès fondés sur la Loi antidumping de 1916. De plus, les entreprises des CE restaient sous la menace constante de nouvelles actions intentées à leur encontre en violation flagrante des règles de l'OMC. L'inaction persistante des États-Unis dans cette affaire créait un précédent très préjudiciable.

6. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.15)

7. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS176/11/Add.15, qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits.

8. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 12 janvier 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Le 19 décembre 2003, les États-Unis et les CE avaient informé l'ORD qu'ils étaient convenus de prolonger le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions concernant ce différend jusqu'au 31 décembre 2004. L'administration des États-Unis continuerait de collaborer avec le Congrès des États-Unis au sujet de mesures législatives appropriées qui permettraient de régler ce différend.

9. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE étaient convenues avec les États-Unis de prolonger le délai pour la mise en œuvre et elles espéraient que cela déboucherait sur la mise en œuvre intégrale des décisions et recommandations de l'ORD. Le 9 décembre 2003, un projet de loi avait été présenté au Sénat en vue d'abroger l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits en tant que partie d'un ensemble complet de mesures qui assurerait une protection effective des droits de propriété intellectuelle à la fois à Cuba et aux États-Unis. Ce projet de loi était identique à un projet de loi qui avait été présenté en juin 2003 à la Chambre. Celui-ci pouvait servir de base pour résoudre ce différend d'une manière avantageuse pour tous et témoignerait aussi de l'attachement des États-Unis à la protection effective et non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle.

10. La représentante de Cuba a dit que le 24 décembre 2003 une communication avait été distribuée dans laquelle les États-Unis et les CE avaient notifié à l'ORD qu'ils étaient convenus d'un nouveau délai pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD concernant l'affaire relative à l'article 211. C'était la troisième fois que les États-Unis demandaient un délai supplémentaire pour

honorer leurs obligations en tant que Membre de l'OMC, se conformer aux décisions de l'ORD et mettre leur législation en conformité avec les règles de l'OMC. Vingt-trois mois s'étaient écoulés depuis la décision de l'Organe d'appel du 2 février concernant la procédure de règlement de ce différend. Cette nouvelle prolongation traduisait une absence insolente et arrogante de volonté politique de respecter les engagements souscrits, mais elle constituait aussi un nouveau retard dans l'application des décisions de l'ORD qui s'ajoutait à la série des demandes de report que les États-Unis avaient déjà présentées relativement à des décisions qui ne leur plaisaient pas. Les États-Unis avaient, à plusieurs occasions, notifié leur intention et leur apparente volonté d'abroger l'article 211. Toutefois, ces affirmations s'étaient avérées être encore un nouvel exemple de rhétorique vide de sens, ne débouchant sur aucun résultat concret. La délégation cubaine notait avec inquiétude le manque d'intérêt et le retard injustifié avec lesquels les États-Unis se conformaient aux règles et disciplines de l'OMC, au détriment des droits de ses Membres, y compris, en l'occurrence, de Cuba. Son pays considérait cela comme un faux-fuyant regrettable qui rompait l'équilibre entre les droits et obligations des Membres au titre de l'Accord sur les ADPIC et les principes fondamentaux de l'OMC. En conséquence, Cuba demandait que les autorités des États-Unis cessent de violer les règles régissant le système commercial multilatéral et abrogent sur-le-champ l'article 211, ce qui était la seule solution légitime à ce différend.

11. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.15)

12. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS184/15/Add.15 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

13. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 12 janvier 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Le 10 décembre 2003, l'ORD avait prolongé le délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions concernant ce différend jusqu'au 31 juillet 2004. L'administration des États-Unis continuerait de collaborer avec le Congrès des États-Unis pour traiter les recommandations et décisions de l'ORD qui ne l'avaient pas été au 23 novembre 2002.

14. Le représentant du Japon a dit que le délai raisonnable dans cette procédure avait été prolongé jusqu'au 31 juillet 2004. Le Japon était très déçu de constater que les États-Unis n'avaient pas pu se conformer aux recommandations et décisions pertinentes de l'ORD avant la fin de la première session du 108^{ème} Congrès. En effet, aucun "amendement législatif spécifique" n'avait été présenté. Le Japon demandait instamment aux États-Unis de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD, y compris de s'assurer de la présentation et de l'adoption des projets de loi nécessaires pendant la deuxième session du 108^{ème} Congrès.

15. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

d) Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles: Rapport de situation du Chili (WT/DS207/15/Add.3)

16. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS207/15/Add.3, qui reproduisait le rapport de situation du Chili sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant le système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles.

17. Le représentant du Chili a dit que le nouveau système de fourchettes de prix appliqué au froment et à la farine de froment était entré en vigueur le 16 décembre 2003, comme il était indiqué dans les précédents rapports de situation. Alors que le Chili estimait que le nouveau système était conforme, quant à la forme et au fond, aux recommandations et décisions de l'ORD, il y avait à ce sujet un désaccord au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. En conséquence, à l'expiration du délai raisonnable, l'Argentine et le Chili avaient signé un accord bilatéral concernant les procédures prévues aux articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord, dont le texte avait été distribué aux Membres. À cet égard, l'intervenant souhaitait souligner que le Chili continuait d'estimer que le problème de la chronologie des procédures des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord réclamait une solution multilatérale. Les accords *ad hoc* du type de celui signé avec l'Argentine ne pouvaient en aucun cas se substituer à une solution multilatérale. Les accords de ce type pouvaient seulement apporter une solution transitoire applicable exclusivement au différend en question. Même si on avait abouti à cette solution amiable avec l'Argentine, la nature bilatérale de l'accord ne garantissait aucunement qu'on puisse parvenir à la même solution dans tous les différends. Par conséquent, le Chili continuerait, en particulier dans le cadre des négociations sur les clarifications et améliorations à apporter au Mémorandum d'accord, d'insister sur la nécessité de trouver une solution multilatérale au problème de la chronologie des procédures prévues dans les articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord.

18. Le représentant de l'Argentine a dit que, comme elle l'avait indiqué dans des déclarations antérieures, l'Argentine estimait que la Loi n° 19.897 et le Décret suprême n° 831 du Ministère des finances n'avaient pas mis en conformité la mesure chilienne dont on avait constaté l'incompatibilité dans ce différend. À la suite de l'expiration du délai raisonnable le 23 décembre 2003, et étant donné qu'il y avait désaccord entre l'Argentine et le Chili quant à l'existence des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, les deux pays avaient signé un accord concernant les procédures prévues aux articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord. Cet accord avait été notifié à l'ORD et le texte en avait été distribué sous la cote WT/DS207/16. Comme il était dit dans le texte de l'accord, l'Argentine demanderait, en temps opportun, au Chili d'engager des consultations avec la ferme intention de résoudre le désaccord en question.

19. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

e) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS217/16–WT/DS234/24)

20. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS217/16-WT/DS234/24 qui reproduisait le rapport de situation des États-Unis sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD dans l'affaire portant sur la Loi de 2000 des États-Unis sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention.

21. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 12 janvier 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord. Comme il était noté dans le rapport, le 19 juin 2003, le texte de loi visant à rendre la Loi sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention compatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'OMC avait été présenté au Sénat des États-Unis (S. 1299). De plus, l'administration des États-Unis avait proposé l'abrogation de cette loi dans ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2004. C'était la position que maintenait l'administration des États-Unis. L'administration des États-Unis continuait de collaborer avec le Congrès pour progresser encore dans la recherche d'une solution à ces différends avec les parties plaignantes.

22. Le représentant du Canada a dit que son pays notait le rapport de situation des États-Unis, et était déçu de constater que les États-Unis ne s'étaient pas mis en conformité avec les décisions et

recommandations de l'ORD. Le Canada notait que les États-Unis avaient largement eu le temps de se mettre en conformité – onze mois entiers. Dans leur rapport de situation, les États-Unis avaient laissé entendre que les mesures d'application étaient entre les mains du Congrès, mais ils n'avaient indiqué aucun calendrier pour l'adoption de ces mesures. Entre-temps, l'Amendement Byrd continuait de faire subir un préjudice à la fois systémique et direct aux intérêts commerciaux canadiens. Comme le Groupe spécial et l'Organe d'appel l'avaient constaté, l'existence même de l'Amendement Byrd créait de l'instabilité dans le système commercial international. Mais il y avait pire. Quelque 800 millions de dollars EU avaient déjà été déboursés dans le cadre de cette mesure. Ces paiements, que l'OMC avait déclarés illégaux, étaient versés directement aux entreprises des États-Unis qui concurrençaient les exportateurs du Canada et d'ailleurs. De plus, environ 1,7 milliard de dollars EU de dépôts en espèces avaient maintenant été encaissés par les États-Unis auprès des exportateurs canadiens dans une seule branche de production, et ces dépôts couraient toujours le risque d'être déboursés dans le futur si l'Amendement Byrd n'était pas abrogé. En l'occurrence, la perception des droits faisait elle-même actuellement l'objet d'un litige commercial. Ainsi, non seulement les entreprises canadiennes touchées avaient été obligées de payer des droits punitifs et, de l'avis du Canada, injustifiés sur leurs exportations vers les États-Unis, mais elles se trouvaient maintenant confrontées à la menace de voir ces paiements reversés directement à leurs concurrents américains. Dans ces conditions, le Canada était obligé d'agir pour protéger ses droits en demandant à l'ORD l'autorisation de riposter selon les termes de l'article 22:2 du Mémoire d'accord. Cette demande, ainsi que celles de sept autres Membres de l'OMC qui étaient en train de prendre des mesures similaires, serait examinée à une réunion extraordinaire de l'ORD le 26 janvier 2004. L'intervenant souhaitait dire clairement que la riposte n'était pas l'option préférée du Canada – loin de là. Le Canada préférerait de loin voir les États-Unis rendre la riposte inutile en agissant rapidement pour se conformer à ses obligations découlant de l'OMC. Et c'était précisément ce que le Canada demandait aux États-Unis de faire. Il était temps, maintenant, que les États-Unis mettent en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD et respectent dans son intégrité le système commercial fondé sur des règles dans le cadre de l'OMC.

23. Le représentant de l'Australie a noté que son pays déplorait le fait que les États-Unis n'avaient pas pu se conformer aux décisions et recommandations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans ce différend pour le 27 décembre 2003. L'Australie notait les mesures prises à ce jour par l'administration des États-Unis en vue de la mise en œuvre et invitait les États-Unis à poursuivre leurs efforts pour se mettre en conformité avec leurs obligations au titre de l'OMC.

24. Le représentant du Chili a remercié les États-Unis de leur rapport de situation du 12 janvier 2004 et de leur déclaration à la réunion en cours. Malheureusement, tant le rapport que la déclaration confirmaient que les États-Unis n'avaient pas mis la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (CDSOA) en conformité avec les accords visés, et ne s'étaient pas autrement conformés aux recommandations ou décisions pendant le délai raisonnable qui avait expiré depuis près d'un mois. Par ailleurs, le Chili était très inquiet de constater l'inertie du côté législatif et l'absence de la motivation nécessaire pour résoudre ce problème en priorité. La mesure généralement connue sous le nom d'Amendement Byrd causait un dommage économique aux entreprises chiliennes car elle constituait une mesure antidumping et compensatoire "perverse" qui n'était pas autorisée par les Accords de l'OMC. Le fait que les États-Unis ne s'étaient pas mis en conformité en temps voulu avait obligé le Chili à réserver ses droits au titre de l'article 22 du Mémoire d'accord, et le Chili s'était joint au groupe des nombreux coplaignants demandant à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations à l'égard des États-Unis.

25. Le Chili espérait que les États-Unis pourraient mettre leur mesure en conformité dans les jours à venir de manière à lui éviter d'utiliser ce dernier recours. Il s'inquiétait par ailleurs de constater que, à la réunion en cours, quatre rapports de situation avaient été présentés par les États-Unis sur quatre litiges différents. Dans tous les cas, les délais initialement prévus pour la mise en conformité étaient passés sans qu'aucune solution ne soit en vue. De plus, les États-Unis avaient, à chaque fois, dit à l'ORD que leur administration continuait de collaborer avec le Congrès à la

recherche d'une solution. Toutefois, il n'y avait aucun projet de loi en cours d'examen, ou, s'il y en avait, ils n'avaient pas fait l'objet d'un débat sérieux. Le non-respect répété de la part d'un des principaux Membres de l'OMC jetait sérieusement le doute sur son attachement au système multilatéral et sur la crédibilité de celui-ci. C'était la raison qui amenait le Chili à demander aux États-Unis de redoubler leurs efforts et d'améliorer le dialogue entre leur administration et le Congrès afin de trouver une solution à toutes ces questions en suspens.

26. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE étaient extrêmement inquiètes au vu du nombre croissant de différends dans lesquels le même scénario se répétait. Le délai pour la mise en œuvre dans le différend en question avait expiré le 27 décembre 2003 et malgré cela, les CE attendaient encore un signe indiquant que les États-Unis travaillaient sérieusement sur la question de la mise en œuvre. En effet, le projet de loi présenté au Sénat en vue d'assurer la conformité n'avait que deux auteurs et n'avait même pas été discuté. Pire, les CE avaient entendu des déclarations selon lesquelles l'OMC aurait "outrepassé son domaine de compétence" et demandé la reconnaissance expresse du droit des États-Unis de distribuer les fonds résultant des droits antidumping et compensateurs perçus. Le différend concerné n'avait jamais porté et ne portait pas sur le droit souverain des États-Unis de dépenser leurs ressources. Le problème soulevé par l'Amendement Byrd portait sur le respect d'une obligation acceptée délibérément par les Membres de l'OMC selon laquelle la riposte admissible au dumping et au subventionnement devait être limitée. Et cette riposte était l'imposition de droits antidumping et compensateurs. Pendant plus de trois ans, les États-Unis avaient en outre fait subventionner les produits américains concurrents par les importations faisant l'objet de dumping ou de subventions. Le montant total des versements effectués au titre de l'Amendement Byrd avait maintenant atteint près de 800 millions de dollars EU. Dans ces conditions, les CE avaient décidé de préserver leurs droits et avaient envoyé, le 15 janvier 2004, une demande sollicitant de l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard des États-Unis. Les CE étaient très satisfaites de constater que les autres plaignants avaient pris la même décision et elles espéraient que le Congrès des États-Unis prendrait rapidement des mesures qui rendraient la riposte inutile. L'Amendement Byrd avait immédiatement suscité l'inquiétude générale des Membres de l'OMC. Il était temps maintenant que les États-Unis y répondent. Les CE espéraient que l'administration des États-Unis ferait part au Congrès de l'ampleur de l'inquiétude exprimée à la réunion de l'ORD en cours et du fait qu'il était important pour la crédibilité des États-Unis à l'OMC que ce pays respecte ses obligations sans plus tarder.

27. La représentante du Japon a dit que la délégation japonaise avait pris note du premier rapport des États-Unis sur la situation dans cette affaire, avec un fort sentiment de frustration et de déception. Les États-Unis faisaient référence à la proposition de leur administration d'abroger la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (l'Amendement Byrd) inscrite dans les prévisions budgétaires pour l'exercice 2004 et à la présentation de la législation pertinente au Sénat en juin 2003. Les États-Unis ne comprenaient pas le véritable problème: l'Amendement Byrd existait encore, malgré l'expiration du délai raisonnable le 27 décembre 2003. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient constaté sans équivoque que l'Amendement Byrd était incompatible avec les règles de l'OMC. L'Amendement Byrd constituait une grave violation de l'Accord sur l'OMC, et les États-Unis auraient dû l'abroger avant le 27 décembre 2003. Les coplaignants ne souhaitaient pas que l'année 2003 soit une année perdue pour la mise en œuvre. Mais malheureusement, c'était pourtant bien ce qui s'était produit concernant l'Amendement Byrd, à cause de la carence des États-Unis, le principal acteur de l'OMC. C'était une situation très grave que le Japon ne pouvait pas passer sous silence. Le 15 janvier 2004, le Japon, ainsi que le Brésil, le Chili, les CE, l'Inde, la Corée, le Canada et le Mexique, avaient demandé à l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations. Leurs demandes étaient inscrites à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD qui devait se tenir le 26 janvier 2004. Le Japon espérait que les États-Unis avaient pris au sérieux le fait que ces huit Membres n'avaient pas d'autre choix que de demander l'autorisation de riposter face à la non-mise en conformité des États-Unis, et qu'ils déploieraient le maximum d'efforts pour faire abroger l'Amendement Byrd dès que possible.

28. Le représentant de la Corée a dit que, comme les intervenants précédents, la Corée était très inquiète du fait que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire concernée dans le délai raisonnable qui avait expiré le 27 décembre 2003. En effet, presque un an s'était écoulé depuis que le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial avaient été adoptés à la réunion de l'ORD du 27 janvier 2003. Et on n'avait toujours pas d'indication précise du côté des États-Unis concernant la question de savoir quand et comment ils mettraient en œuvre les décisions de l'ORD. Cette situation posait un grave problème non seulement pour les parties au différend, mais aussi pour le système commercial multilatéral en général car le non-respect nuisait à la crédibilité de l'OMC. Pour préserver l'équilibre des concessions et son droit découlant de l'Accord sur l'OMC, la Corée avait demandé à l'ORD de tenir une réunion extraordinaire le 26 janvier 2004 pour examiner sa demande concernant des mesures de rétorsion au titre de l'article 22 du Mémoire d'accord. La Corée exposerait en détail sa position à cet égard à la réunion de l'ORD du 26 janvier, mais profitant de l'occasion de la réunion en cours, elle souhaitait exhorter les États-Unis à mettre en œuvre les recommandations de l'ORD dès que possible.

29. Le représentant du Brésil a dit qu'à la réunion de l'ORD du 27 janvier 2003, les États-Unis avaient dit qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'ORD d'une manière qui respecte leurs obligations dans le cadre de l'OMC. À la suite de cela, les États-Unis avaient confirmé cette intention à la réunion de l'ORD du 19 février 2003. Un délai raisonnable fixé pour la mise en œuvre dans cette affaire avait expiré le 27 décembre 2003. Ainsi, c'était un "coup double" comme le disait l'auteur de l'Amendement Byrd, à savoir que la perception des droits et leur distribution aux requérants avaient toujours lieu et continuaient de faire du tort à leurs concurrents étrangers. Le Brésil, comme les autres Membres, était déçu et inquiet de constater l'absence de mise en œuvre de la part des États-Unis. Par conséquent, comme les autres, le Brésil avait présenté, le 15 janvier 2004, sa demande d'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations à l'égard des États-Unis. L'intervenant notait que la demande serait examinée par l'ORD à sa réunion du 26 janvier 2004.

30. Le représentant de l'Inde a dit que son pays était réconforté par le fait que l'administration des États-Unis avait proposé d'abroger la CDSOA, ce que l'Inde estimait être la manière appropriée de mettre la mesure illicite en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Toutefois, comme les intervenants précédents, l'Inde était déçue de constater que la CDSOA n'était toujours pas abrogée malgré le fait que le délai raisonnable fixé par un arbitrage ayant force exécutoire avait expiré. L'Inde souhaitait souligner que la mise en conformité rapide n'était pas seulement nécessaire pour éliminer les conséquences commerciales défavorables subies par les Membres de l'OMC, y compris l'Inde, du fait que la mesure non autorisée restait en place, mais elle était aussi nécessaire pour préserver la sécurité et la prévisibilité du mécanisme de règlement des différends. Dans ces conditions, l'Inde avait décidé de préserver ses droits et avait envoyé une demande le 15 janvier 2004 sollicitant de l'ORD l'autorisation de suspendre des concessions à l'égard des États-Unis. L'Inde se félicitait de constater que les autres plaignants dans cette affaire avaient également pris la même décision. Elle espérait que les États-Unis feraient rapidement le nécessaire de sorte qu'elle n'ait pas à suspendre des concessions ou d'autres obligations à leur égard.

31. Le représentant du Mexique a dit que, comme les intervenants précédents, son pays souhaitait exprimer son inquiétude devant la non-mise en conformité des États-Unis relativement à l'affaire de l'Amendement Byrd. Le Mexique, avec les autres coplaignants dans cette affaire, après avoir obtenu satisfaction du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, demanderait à l'ORD, à sa réunion du 26 janvier 2004, l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations à l'égard des États-Unis. Le Mexique soulignait que le non-respect des obligations était le plus grave problème observé dans le fonctionnement du mécanisme de règlement des différends. Le Mexique estimait que s'il y avait une question à résoudre dans les négociations concernant le Mémoire d'accord, ce serait le problème du respect des obligations.

32. Le représentant de la Chine a dit que la délégation chinoise s'associait aux observations faites par les intervenants précédents sur cette question très importante. La Chine était très préoccupée par la pratique des États-Unis qui consistait à recourir souvent à des enquêtes antidumping pour protéger leur marché. L'Amendement Byrd avait un rôle néfaste dans ce contexte. Comme le Groupe spécial et l'Organe d'appel l'avaient à juste titre fait observer, l'Amendement Byrd était une mesure inadmissible contre le dumping et les subventions. Les États-Unis avaient l'obligation de mettre en œuvre les décisions du Groupe spécial et de l'Organe d'appel et d'adopter des mesures concrètes pour abroger l'Amendement Byrd dans un délai raisonnable. Toutefois, le délai pour la mise en œuvre dans le cas de ce différend ayant expiré le 27 décembre 2003, les États-Unis n'avaient pas respecté les recommandations et décisions de l'ORD. Les États-Unis n'étaient pas le seul pays où le Congrès devait procéder aux travaux législatifs. La Chine reconnaissait qu'il fallait du temps pour se conformer aux décisions de l'OMC, mais il n'en demeurait pas moins que la volonté politique et l'attitude active de l'administration des États-Unis avaient aussi un rôle à jouer. Par conséquent, étant l'un des Membres de l'OMC les plus touchés par l'Amendement Byrd, la Chine exhortait vivement les États-Unis à mettre en œuvre les décisions de l'ORD en temps voulu afin de donner le bon exemple aux autres Membres et d'aider à maintenir l'intégrité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

33. Le représentant de la Thaïlande a dit que son pays était coplaignant dans ce différend. La Thaïlande notait le rapport de situation des États-Unis présenté à l'ORD à la réunion en cours, et, en même temps, s'associait aux autres coplaignants qui s'étaient déjà exprimés, en exhortant les États-Unis à respecter leurs obligations au titre de l'OMC. Il importait que les États-Unis redoublent leurs efforts en ce sens.

34. Le représentant de l'Indonésie a dit que son pays déplorait le fait que les États-Unis n'avaient pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire de l'Amendement Byrd. Les États-Unis n'ayant pas respecté le délai du 27 décembre 2003, l'Indonésie priait instamment l'administration de ce pays de continuer à collaborer avec le Congrès en vue d'abroger l'Amendement Byrd dès que possible.

35. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée (WT/DS296/2)

36. La Présidente a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 1^{er} décembre 2003 et était convenu d'y revenir. Elle a appelé l'attention des Membres sur la communication de la Corée qui était reproduite dans le document WT/DS296/2.

37. Le représentant de la Corée a dit que son pays était très préoccupé par l'Ordonnance des États-Unis en matière de droits compensateurs, promulguée à tort à l'encontre des DRAM en provenance de Corée. En effet, la décision des États-Unis d'appliquer un droit compensateur définitif de 44,29 pour cent aux DRAM en provenance de Corée interdisait pratiquement au fabricant coréen d'exporter ses DRAM vers le marché des États-Unis. Le but des droits compensateurs n'était pas de fermer entièrement les marchés. Comme il était précisé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial datée du 19 novembre 2003, le gouvernement coréen estimait que l'ordonnance en matière de droits compensateurs provisoires et définitifs promulguée par les États-Unis à l'encontre des DRAM coréens était incompatible avec les obligations des États-Unis aux termes des dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Par exemple, le Département du commerce des États-Unis avait supposé à tort que chaque institution financière privée coréenne impliquée recevait des ordres ou des instructions des pouvoirs publics coréens, étant donné

que les créanciers du fabricant des DRAM coréens comptaient un certain nombre de créanciers privés et aussi des filiales de banques étrangères, dont la Citibank des États-Unis. Le Département du commerce des États-Unis avait par ailleurs omis de prendre en compte les points de repère du marché pour mesurer l'avantage établi par une banque étrangère opérant sur le marché coréen qui avait accordé un financement au fabricant coréen. Ces raisons ainsi que d'autres qui avaient été avancées à la réunion de l'ORD du 1^{er} décembre 2003 amenaient la Corée à demander de nouveau que l'ORD établisse un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 6 du Mémoire d'accord, pour examiner le problème exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée.

38. Le représentant des États-Unis a dit que la délégation de son pays ne souhaitait pas répéter les remarques qu'elle avait faites à la réunion de l'ORD du 1^{er} décembre au sujet de cette question. Les États-Unis constataient encore avec déception que la Corée avait décidé de poursuivre plus loin cette question en demandant l'établissement d'un groupe spécial, et qu'elle avait refusé de remédier aux vices de procédure concernant sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis étaient sûrs que le groupe spécial constaterait que les déterminations faites par leurs autorités dans l'enquête sur les DRAM étaient compatibles avec leurs obligations au titre de l'OMC.

39. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 6 du Mémoire d'accord.

40. Les représentants de la Chine, des Communautés européennes, du Japon et du Taipei chinois ont réservé leurs droits de participer en qualité de tierces parties aux travaux du groupe spécial.

3. Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée

a) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Corée (WT/DS299/2)

41. La Présidente a rappelé que l'ORD avait examiné cette question à sa réunion du 1^{er} décembre 2003 et était convenu d'y revenir. Elle a appelé l'attention des Membres sur la communication de la Corée qui était reproduite dans le document WT/DS299/2.

42. Le représentant de la Corée a dit que, comme dans le cas du point précédent de l'ordre du jour, la Corée était très préoccupée par l'Ordonnance des Communautés européennes en matière de droits compensateurs promulguée à tort à l'encontre des DRAM en provenance de Corée. Dans le cas des CE, des droits compensateurs définitifs de 34,8 pour cent avaient été imposés à l'encontre des DRAM en provenance de Corée. Ces droits compensateurs très élevés interdisaient pratiquement au fabricant coréen d'exporter ses RAM vers le marché des CE. Le but des droits compensateurs n'était pas de fermer entièrement les marchés. Comme il était précisé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial datée du 19 novembre 2003, le gouvernement coréen estimait que l'ordonnance en matière de droits compensateurs provisoires et définitifs promulguée par les CE à l'encontre des DRAM coréens était incompatible avec l'obligation des CE au titre des dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Par exemple, les CE n'avaient pas démontré l'existence d'une contribution financière des pouvoirs publics coréens en ce qui concernait les transactions financières en cause dans leur enquête sur l'existence d'une subvention. Les CE n'avaient pas non plus démontré qu'un avantage était conféré au fabricant coréen, compte tenu des points de repère du marché disponibles d'après les conditions accordées par les créanciers commerciaux. Ces raisons ainsi que celles avancées à la réunion de l'ORD du 1^{er} décembre 2003 amenaient la Corée à demander à nouveau que l'ORD établisse un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 6 du Mémoire d'accord, pour examiner la question qu'elle avait exposée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

43. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE étaient au regret de constater que la Corée souhaitait poursuivre la procédure concernant ce différend à l'OMC. Les CE notaient qu'un autre Membre de l'OMC, à savoir les États-Unis, en examinant les mêmes questions concernant le subventionnement de l'industrie des semi-conducteurs en Corée, en était arrivé exactement aux mêmes conclusions. Les CE étaient sûres qu'on constaterait que les mesures identifiées par la Corée étaient tout à fait compatibles avec les obligations des CE dans le cadre de l'OMC.

44. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article 6 du Mémoire d'accord.

45. Les représentants de la Chine, du Japon, du Taipei chinois et des États-Unis ont réservé leurs droits de participer en qualité de tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

4. Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve

a) Déclaration de l'Argentine

46. Le représentant de l'Argentine a dit que son pays souhaitait annoncer que la mesure de sauvegarde faisant l'objet du différend "Argentine – Mesure de sauvegarde définitive à l'importation de pêches en conserve" (WT/DS238) avait été abrogée le 31 décembre 2003, conformément à la Résolution n° 91/2003 du Ministère de l'économie, et comme le prévoyait l'accord bilatéral avec le Chili sur le délai raisonnable pour la mise en œuvre, reproduit dans le document WT/DS238/7. Avec l'élimination de cette mesure, l'Argentine estimait qu'elle s'était pleinement conformée aux recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend.

47. Le représentant du Chili a dit que son pays souhaitait remercier l'Argentine d'avoir annoncé les dispositions qu'elle avait prises et d'avoir confirmé que la mesure de sauvegarde avait été éliminée. Cela allait permettre au Chili de recommencer à exporter les produits en question.

48. L'ORD a pris note des déclarations.
